

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Lac-Supérieur | 78095 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sophie Choquette, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Lac-Supérieur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 4 juin 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Lac-Supérieur

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE LAC-SUPÉRIEUR (la « Municipalité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE LAC-SUPÉRIEUR au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité aurait dû procéder à la comptabilisation, au 31 décembre 2023, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Municipalité, n'ayant pas procédé à l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE LAC-SUPÉRIEUR inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

PATRICE FORGET, CPA auditeur
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Mont-Tremblant, le 4 juin 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	6 039 201	6 252 670	5 917 172
Compensations tenant lieu de taxes	2	178 591	180 451	184 767
Quotes-parts	3			
Transferts	4	341 700	364 244	2 203 131
Services rendus	5	244 909	355 114	265 947
Imposition de droits	6	288 000	644 704	803 251
Amendes et pénalités	7	8 500	15 087	5 943
Revenus de placements de portefeuille	8	600	33	1 063
Autres revenus d'intérêts	9	70 000	156 820	154 244
Autres revenus	10	71 477	484 680	301 734
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 242 978	8 453 803	9 837 252
Charges				
Administration générale	14	1 455 711	1 355 920	1 178 086
Sécurité publique	15	1 169 072	1 147 546	1 135 857
Transport	16	3 219 544	2 740 300	2 681 861
Hygiène du milieu	17	1 110 828	1 269 712	991 955
Santé et bien-être	18	2 500	1 288	5 040
Aménagement, urbanisme et développement	19	405 451	408 594	381 461
Loisirs et culture	20	773 183	684 565	564 414
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	198 559	111 162	95 482
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 334 848	7 719 087	7 034 156
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 091 870)	734 716	2 803 096
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		14 100 488	11 297 392
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		14 100 488	11 297 392
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		14 835 204	14 100 488

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 383 832	2 234 520
Débiteurs (note 5)	2	2 894 960	3 244 482
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	4 278 792	5 479 002
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	39 096	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	899 586	2 136 706
Revenus reportés (note 11)	12	632 460	581 817
Dette à long terme (note 12)	13	2 333 827	2 570 636
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	3 904 969	5 289 159
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	373 823	189 843
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	14 160 941	13 638 159
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	14 723	14 723
Stocks de fournitures	20	270 391	244 626
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	15 326	13 137
	23	14 461 381	13 910 645
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	14 835 204	14 100 488
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	14 835 204	14 100 488
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	14 835 204	14 100 488

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 091 870)	734 716	2 803 096
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	()	1 414 161	3 820 561
Produit de cession	3		84 958	407 056
Amortissement	4		806 905	751 445
(Gain) perte sur cession	5		(488)	(19 232)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(522 786)	(2 681 292)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(25 765)	(61 613)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(2 185)	2 617
	13		(27 950)	(58 996)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 091 870)	183 980	62 808
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		189 843	127 035
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		189 843	127 035
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		373 823	189 843

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	734 716	2 803 096
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	806 905	751 445
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3.1	(488)	(19 232)
	4	1 541 133	3 535 309
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	349 522	(1 392 694)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 237 120)	1 260 615
Revenus reportés	8	50 643	(91 161)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(25 765)	(61 613)
Autres actifs non financiers	12	(2 185)	2 617
	13	676 228	3 253 073
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 414 161)	(3 820 561)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	84 958	407 056
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(1 329 203)	(3 413 505)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	28 123	416 954
Remboursement de la dette à long terme	25	(265 768)	(973 231)
Variation nette des emprunts temporaires	26	39 096	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	836	6 101
Autres			
▪	28.1		
	29	(197 713)	(550 176)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(850 688)	(710 608)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 234 520	2 945 128
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	2 234 520	2 945 128
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 383 832	2 234 520

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs a été constituée conformément à l'article 580 du Code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation qui est entré en vigueur le 9 avril 2011.

La Régie incendie Nord-Ouest Laurentides a été constituée conformément à l'article 580 du code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation qui est entré en vigueur le 4 juin 2016. Au cours de l'exercice 2022, la régie a cessé ses activités, vendu toutes ses immobilisations corporelles et remboursé toutes ses dettes à long terme. Elle est depuis inopérante et elle a été dissoute le 2 mars 2023.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13, S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présenté aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les partenariats auxquels elle participe.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Municipalité. Ils incluent également la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs, passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les états financiers sont consolidés en tenant compte des organismes suivants : la *Régie incendie Nord-Ouest Laurentides* et la *Régie intermunicipale des Trois-Lacs*, en proportion de la participation de la Municipalité.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité applique la méthode de comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à reconnaître les revenus et les charges au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des stocks et des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des contestations d'évaluation.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera étirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Revenus reportés

Les subventions reçues du gouvernement sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

CATÉGORIE	DESCRIPTION GÉNÉRALE	DURÉE DE VIE UTILE
Infrastructures	Réseau routier	20 à 40 ans
	Conduites d'eau potable et usines de traitement de l'eau potable	40 ans
	Usines, bassins d'épuration et conduites d'égout	40 ans
Bâtiments	Édifices administratifs	40 ans
	Édifices communautaires et récréatifs	40 ans
	Atelier, garages et entrepôts	40 ans
Véhicules	Automobiles	10 ans
	Véhicules lourds	20 ans
	Autres véhicules à moteur	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	Équipement informatique	5 ans
	Logiciels	5 ans
	Équipement téléphonique	10 ans
	Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Machinerie lourde	20 ans
	Équipement et outillage	10 ans
	Petite machinerie et autres	5 ans

Les immobilisations de la Régie intermunicipale des Trois-Lacs sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

CATÉGORIE	DESCRIPTION GÉNÉRALE	DURÉE DE VIE UTILE
Bâtiments	Atelier, garage et entrepôt Cabanon	40 ans 5 ans
Véhicules	Véhicules lourds Autres véhicules	20 ans 10 ans
Équipements	Équipements fixes camions Remorques Bacs roulants	20 ans 20 ans 5 ans
Ameublement et équipement de bureau	Équipements informatiques Équipements téléphoniques Ameublement et équipement de bureau	5 ans 10 ans 10 ans
Améliorations locatives	Améliorations au garage	5 ans

Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction.

L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date de transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité ou de la Régie de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut-être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Elles sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

La Municipalité et les Régies participent au régime de retraite des élus lequel est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la Régie incendie Nord-Ouest Laurentides est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Régie intermunicipale des Trois-Lacs est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectations aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : pour la dette à long terme en question, au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Éléments présentés à l'encontre des DCTP pour le financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette long terme.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer, et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450 - Instruments financiers, SP 3041 - Placements de portefeuille, SP 2601 - Conversion des devises et SP 1201 - Présentation des états financiers consolidés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers consolidés, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'adoption de ces nouvelles exigences, appliquées de façon prospective, n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Municipalité, mis à part en ce qui concerne la divulgation d'information portant sur les risques découlant des instruments financiers présentée à la note 25.

Adoption initiale - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 382 686	2 213 530
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	1 146	20 990
Autres éléments		
▪	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 383 832	2 234 520
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 1 383 832	2 234 520
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9	268 627	376 335
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	3 138	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 740 103	1 815 688
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	535 254	682 727
Organismes municipaux	13	69 541	130 377
Autres			
▪ Mutations, amendes et autres	14.1	245 932	239 355
▪ Remboursement assurance	14.2	32 365	
	15	2 894 960	3 244 482
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	21 808	19 580
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	184 748	200 250
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 227 276	1 220 708
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	328 079	394 730
	27	1 740 103	1 815 688

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 2 219 220 \$.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une marge de crédit au montant autorisé de 175 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (7,20 % au 31 décembre 2023).

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs dispose d'une marge de crédit autorisée de 550 000 \$ au 31 décembre 2023 et celle-ci porte intérêt au taux préférentiel.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	299 289	1 398 664
Salaires et avantages sociaux	42	314 378	301 279
Dépôts et retenues de garantie	43	172 918	357 028
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Organismes municipaux	45.1	63 268	6 450
▪ Intérêts et autres courus	45.2	49 733	48 251
▪ Sommes à remettre à l'état	45.3		25 034
	46	899 586	2 136 706

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer et les avantages sociaux à payer, est d'un montant de 650 846 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	17 113	8 223
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Soutien à la coopération intermunicipale du Fonds régions et ruralité	52.1	19 115	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	271 862	219 697
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	293 768	348 897
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪	60.1	30 602	5 000
	61	632 460	581 817

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,10	5,63	2024	2028	62	2 334 449	2 572 094
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	2 334 449	2 572 094
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(622)	(1 458)
					72	2 333 827	2 570 636

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	306 441			306 441
2025	74	267 525			267 525
2026	75	274 578			274 578
2027	76	298 035			298 035
2028	77	174 670			174 670
2029 et plus	78	1 013 200			1 013 200
	79	2 334 449			2 334 449
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	2 334 449			2 334 449

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	103 272
Régimes de retraite des élus municipaux	89	17 384
	90	120 842
		102 269
		17 384
		119 653

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 ()(
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

La direction n'a pas procédé à l'identification et à l'évaluation de ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la date des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	462 275			462 275
Eaux usées	103	1 188 157			1 188 157
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	9 405 258	2 631 330		12 036 588
Autres					
▪	105.1	366 455	302 603		669 058
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	2 720 617	84 740		2 805 357
Améliorations locatives	108	793	3 114		3 907
Véhicules	109	2 166 748	289 935	223 642	2 233 041
Ameublement et équipement de bureau	110	391 346	2 546		393 892
Machinerie, outillage et équipement divers	111	2 166 449	25 473	62 882	2 129 040
Terrains	112	1 158 308	445 841		1 604 149
Autres	113				
	114	20 026 406	3 785 582	286 524	23 525 464
Immobilisations en cours	115	2 671 134	(2 371 421)		299 713
	116	22 697 540	1 414 161	286 524	23 825 177
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	497 977	37 622		535 599
Eaux usées	118	592 281	44 747		637 028
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	4 344 131	328 540		4 672 671
Autres					
▪	120.1	130 919	9 890		140 809
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	989 003	68 369		1 057 372
Améliorations locatives	123	200	1 796		1 996
Véhicules	124	1 015 950	183 818	154 889	1 044 879
Ameublement et équipement de bureau	125	360 235	7 633		367 868
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 128 685	124 490	47 161	1 206 014
Autres	127				
	128	9 059 381	806 905	202 050	9 664 236
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	13 638 159			14 160 941
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	14 723	14 723
	136	14 723	14 723
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	14 723	14 723

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Immatriculations	144.1	5 682	4 849
▪ Autres	144.2	9 644	8 288
Autres			
▪	145.1		
	146	15 326	13 137

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements relatif à ces contrats s'établit à 243 982 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2024 - 120 402 \$
 2025 - 122 002 \$
 2026 - 1 578 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Municipalité s'est également engagée, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, auprès d'une ville avoisinante pour l'organisation, l'opération et l'administration d'un service de sécurité incendie sur son territoire. L'ensemble des coûts nets d'exploitation et d'opération sera réparti entre les municipalités desservies par la Ville au prorata de leur richesse foncière uniformisée (RFU) respective. Le montant exigible estimatif pour l'exercice 2024 s'établit à 500 484 \$.

À son expiration, l'entente se renouvellera automatiquement par périodes successives de cinq (5) ans, à moins que l'une des parties informe l'autre de son intention d'y mettre fin ou son intention de revoir le mode de répartition des contributions financières ou toute autre condition de l'entente.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs s'est engagée auprès de différents fournisseurs, la quote-part revenant à la Municipalité sur le solde des engagements suivant ces contrats s'établit à 70 811 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2024	-	56 711 \$
2025	-	12 894 \$
2026	-	867 \$
2027	-	318 \$
2028	-	21 \$

20. Droits contractuels

Programme de subvention

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme maximale de 1 654 012 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité devait également investir 898 109 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, les travaux ont été réalisés pour une somme de 1 902 028 \$ et un montant de 1 227 776 \$ a été comptabilisé à titre de revenu. La Municipalité recevra annuellement des sommes pour le remboursement du capital et des intérêts sur l'emprunt afférent au projet.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Poursuites

Une réclamation estimée à plus de 330 000 \$ a été entreprise contre la Municipalité et la Municipalité régionale de comté des Laurentides. Cette réclamation a été transmise aux assureurs de la Municipalité qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ce dossier. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Une société a fait parvenir une réclamation de 29 200\$ à la Municipalité, à titre de dommages et intérêts, représentant la perte de loyers mensuels, incluant l'indemnité additionnelle ainsi que les frais de justice. Cette réclamation fait suite au refus, par la Municipalité, aux demandes d'usage conditionnel de la société pour la location en court séjour. Selon les conseillers juridiques de la Municipalité, les dommages exigés pourraient être, dans les faits, beaucoup plus importants. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, cette dernière serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Ces données constituent la combinaison des prévisions budgétaires non consolidées adoptées par la Municipalité et la quote-part revenant à cette dernière des prévisions budgétaires adoptées par les partenariats auxquels elle participe, après élimination des soldes réciproques.

Une comparaison avec les prévisions budgétaires non consolidées adoptées par la Municipalité est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre est composé de comptes non en souffrance de 62 945 \$ (58 367 \$ en 2022).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	de 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	899 586 \$	- \$	- \$	- \$	899 586 \$
Dette à long terme	306 441 \$	840 138 \$	386 270 \$	801 600 \$	2 334 449 \$
	1 206 027 \$	840 138 \$	386 270 \$	801 600 \$	3 234 035 \$

31 décembre 2022	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	de 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 136 706 \$	- \$	- \$	- \$	2 136 706 \$
Dette à long terme	365 563 \$	801 367 \$	497 464 \$	907 700 \$	2 572 094 \$
	2 502 269 \$	801 367 \$	497 464 \$	907 700 \$	4 708 800 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Considérant que la Municipalité comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2023 d'un montant de 13 827 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 917 172	6 039 201	6 252 670			6 252 670
Compensations tenant lieu de taxes	2	184 767	178 591	180 451			180 451
Quotes-parts	3					96 678	
Transferts	4	271 209	339 201	286 194		4 751	290 945
Services rendus	5	270 480	242 750	352 859		2 255	355 114
Imposition de droits	6	803 251	288 000	644 704			644 704
Amendes et pénalités	7	5 943	8 500	15 087			15 087
Revenus de placements de portefeuille	8					33	33
Autres revenus d'intérêts	9	154 090	70 000	156 659		161	156 820
Autres revenus	10	36 793	70 877	96 611		37 772	134 383
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 643 705	7 237 120	7 985 235		141 650	8 030 207
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 929 145	191 344	73 299			73 299
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	238 950	85 000	350 297			350 297
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 168 095	276 344	423 596			423 596
	22	9 811 800	7 513 464	8 408 831		141 650	8 453 803
Charges							
Administration générale	23	1 151 758	1 412 806	1 327 070	28 850		1 355 920
Sécurité publique	24	1 187 679	1 120 431	862 702	48 835	758	1 147 546
Transport	25	2 132 181	2 430 298	2 169 787	570 513		2 740 300
Hygiène du milieu	26	907 333	1 109 140	1 115 503	49 572	436 566	1 269 712
Santé et bien-être	27	5 040	2 500	1 288			1 288
Aménagement, urbanisme et développement	28	376 519	380 794	403 937	4 657		408 594
Loisirs et culture	29	515 966	709 839	629 410	55 155		684 565
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	79 686	185 105	99 975		11 187	111 162
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	719 824	1 017 872	757 582	(757 582)		
	34	7 075 986	8 368 785	7 367 254		448 511	7 719 087
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 735 814	(855 321)	1 041 577		(306 861)	734 716

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 735 814	(855 321)	1 041 577	734 716
Moins : revenus d'investissement	2	(2 168 095)	(276 344)	(423 596)	(423 596)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	567 719	(1 131 665)	617 981	(306 861)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	719 824	1 017 872	757 582	49 323
Produit de cession	5		50 000	82 559	2 399
(Gain) perte sur cession	6		(42 402)	(28 848)	28 360
Réduction de valeur / Reclassement	7				(488)
	8	719 824	1 025 470	811 293	80 082
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(215 558)	(265 400)	(265 400)	(368)
	18	(215 558)	(265 400)	(265 400)	(368)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(250 391)	(82 928)	(118 396)	(78 490)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	229 502		11 680	235 251
Excédent de fonctionnement affecté	21	82 359	590 511	360 245	360 245
Réserves financières et fonds réservés	22	(83 777)	(135 988)	(371 239)	84
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				380
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				380
	25	(22 307)	371 595	(117 710)	157 225
	26	481 959	1 131 665	428 183	236 939
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 049 678		1 046 164	(69 922)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 168 095	423 596	423 596
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	745 652)(	8 853)(	8 853)
Sécurité publique	3 (	300 089)(	15 520)(	15 520)
Transport	4 (	2 547 623)(	548 388)(	548 388)
Hygiène du milieu	5 (	132 497)(	110 834)(	110 834)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 853)(	444 378)(	444 378)
Loisirs et culture	8 (	90 826)(	286 188)(	286 188)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	3 821 540)(	1 303 327)(	1 414 161)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	337 000	28 123	28 123
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	250 391	118 396	196 886
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	449 437	276 249	276 249
Excédent de fonctionnement affecté	17	6 714	57 166	57 166
Réserves financières et fonds réservés	18	382 834	476 924	476 924
	19	1 089 376	928 735	1 007 225
	20	(2 395 164)	(374 592)	(378 813)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(227 069)	49 004	44 783

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 034 224	1 382 723	1 109	1 383 832
Débiteurs (note 5)	2	3 154 600	2 822 616	72 344	2 894 960
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	5 188 824	4 205 339	73 453	4 278 792
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			39 096	39 096
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 085 181	813 940	85 646	899 586
Revenus reportés (note 11)	12	581 817	613 345	19 115	632 460
Dettes à long terme (note 12)	13	2 283 055	2 018 278	315 549	2 333 827
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	4 950 053	3 445 563	459 406	3 904 969
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	238 771	759 776	(385 953)	373 823
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	13 206 350	13 698 383	462 558	14 160 941
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	14 723	14 723		14 723
Stocks de fournitures	20	241 019	266 662	3 729	270 391
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	5 063	7 958	7 368	15 326
	23	13 467 155	13 987 726	473 655	14 461 381
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 201 008	2 066 071	(59 309)	2 006 762
Excédent de fonctionnement affecté	25	729 892	1 205 652		1 205 652
Réserves financières et fonds réservés	26	399 102	293 418	2	293 420
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	1 388	(1 388)
Financement des investissements en cours	28	(560 849)	(511 845)		(511 845)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	10 936 773	11 694 206	148 397	11 842 603
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	13 705 926	14 747 502	87 702	14 835 204
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 212 947	2 045 992	2 145 349	1 974 585
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	489 297	427 793	444 608	396 386
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 599 073	3 395 647	3 667 476	3 248 100
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	179 905	93 298	104 485	88 107
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				3 058
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	5 200	6 677	6 677	4 317
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	835 363	615 535	518 857	539 872
Transferts	15				
Autres	16		1 764	1 764	
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	16 528	14 262	14 262	16 125
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	1 017 872	757 582	806 905	751 445
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Créances douteuses	21.1	5 000	2 227	2 227	729
Autres	21.2	7 600	6 477	6 477	11 432
	22	8 368 785	7 367 254	7 719 087	7 034 156

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 006 762	2 447 033
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 205 652	729 892
Réserves financières et fonds réservés	3	293 420	399 102
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 388)(	1 241)
Financement des investissements en cours	5	(511 845)	(556 543)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 842 603	11 082 245
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	14 835 204	14 100 488

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	2 066 071	2 201 008
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(59 309)	246 025
	11	2 006 762	2 447 033

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget exercice subséquent	12.1	117 500	436 502
▪ Ingénieurs	12.2	1 149	3 139
▪ Projet Nature	12.3	50 000	50 000
▪ CER (RIDR)	12.4	13 122	13 122
▪ Inventaire RINOL	12.5	170	170
▪ Plan stratégique	12.6	30 000	30 000
▪ Archivage	12.7	58 454	50 000
▪ Aqueduc Fraternité	12.8	16 000	14 500
▪ Site internet	12.9		14 000
▪ Projet signalisation	12.10		30 000
▪ Plans directeurs	12.11	42 900	24 793
▪ Kiosque Domaine Roger	12.12	20 000	6 500
▪ Bâtiment Parc riverain	12.13		57 166
▪ Ressource communications	12.14	5 718	
▪ Diagnostic organisationnel	12.15	16 077	
▪ Réparation drain	12.16	11 054	
▪ Ponceaux	12.17	5 250	
▪ Travaux sur boîtes de camion	12.18	25 000	
▪ Projets environnementaux	12.19	47 635	
▪ Travaux hôtel de ville	12.20	400 000	
▪ Coeur Villageois	12.21	150 000	
▪ Stationnement halte municipale	12.22	29 397	
▪ Parc Riverain	12.23	33 136	
▪ Consultant	12.24	15 092	
▪ Fonds entrepreneunarial	12.25	50 000	
▪ Analyse de données	12.26	8 918	
▪ Matériel informatique	12.27	3 600	
▪ Logiciel	12.28	2 205	
▪ Bâtiment piscine	12.29	30 525	
▪ Rénovations bibliothèque	12.30	18 750	
▪ Journal du patrimoine et balado	12.31	4 000	
	13	1 205 652	729 892

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Excédent de fonctionnement affecté		
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	14.1	
	15	
	16	1 205 652
		729 892

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	277 047
Organismes contrôlés et partenariats	22	390 732
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	370
Organismes contrôlés et partenariats	26	3
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	16 000
Autres		8 000
▪	30.1	
	31	293 420
	32	399 102
	293 420	399 102

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	1 388)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 (	1 388)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	213
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	213
	64 (	1 388)(
		1 241)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 231 253	121 305
Investissements à financer	66 (743 098)(	677 848)
	67 (511 845)	(556 543)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 14 160 941	13 638 159
Propriétés destinées à la revente	69 14 723	14 723
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 14 175 664	13 652 882
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 14 175 664	13 652 882
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (2 333 827)(	2 570 636)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (622)(	1 458)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 1 388	1 457
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (2 333 061)(	2 570 637)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (2 333 061)(	2 570 637)
	84 11 842 603	11 082 245

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
<p>La Municipalité prend part à un régime de retraite simplifié. L'employeur et le salarié contribuent annuellement un montant équivalent à 8 % du salaire de base. Pour les cadres, l'employeur et le salarié contribuent annuellement un montant équivalent à 9 % du salaire de base.</p> <p>Les employés cadres de la RINOL cotisent à un régime enregistré d'épargne retraite à un taux de 7 % de leur salaire brut régulier. La part de l'employeur, qui est imputée aux charges au même rythme que la charge de salaire, est égale à la part des employés.</p>			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	100 319	98 839
REER	114	2 953	3 430
Autres régimes	115		
	116	103 272	102 269

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	10	13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de compte distinct, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	5 212	5 134
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	17 570	17 384
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	17 570	17 384

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	4 889 833	5 058 848	5 058 848	4 729 968
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	298 535	308 736	308 736	330 864
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7	99 357	106 525	106 525	89 330
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	5 287 725	5 474 109	5 474 109	5 150 162
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	66 232	65 876	65 876	66 305
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14	96 320	96 549	96 549	97 237
Matières résiduelles	15	434 800	455 277	455 277	444 624
Autres					
▪ Contrôle des insectes piqueurs	16.1	101 724	104 336	104 336	102 856
▪ Sécurité publique	16.2	40 400	43 773	43 773	43 721
Centres d'urgence 9-1-1	17	12 000	12 750	12 750	12 267
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	751 476	778 561	778 561	767 010
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	751 476	778 561	778 561	767 010
	27	6 039 201	6 252 670	6 252 670	5 917 172

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	8 908	9 390	11 698
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	126 684	126 684	126 684
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32	5 250	5 533	4 814
Écoles primaires et secondaires	33			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	140 842	141 607	143 196
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	37 749	38 844	41 571
	45	37 749	38 844	41 571
	46	178 591	180 451	184 767

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		1 304	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49		418	581
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	172 374	123 686	124 277
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			3 058
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	25 000	29 143	26 227
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72	11 880	2 828	249
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			249
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	2 735	2 137	1 997
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	211 989	157 794	159 516
				156 638

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86	126 215		
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	27 247	27 247	1 860 067
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	65 129	46 052	46 052
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	191 344	73 299	73 299
				1 929 145

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	95 000	96 188	96 188
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	32 212	32 212	32 212
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	127 212	128 400	3 029
TOTAL DES TRANSFERTS	136	530 545	359 493	2 196
			131 429	117 348
			364 244	2 203 131

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142			2 540
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145			2 540
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156	13 250	17 450	17 450
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157		883	3 138
Tri et conditionnement	158			3 020
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	13 250	18 333	20 588
				17 063

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	13 250	18 333	20 588
				19 603

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	6 000	22 496	9 663
	182	6 000	22 496	9 663
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189	164 100	214 367	164 289
Autres	190		27 438	1 767
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	164 100	241 805	166 056
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203	15 000	19 256	13 785
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	15 000	19 256	13 785

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215	10 000	12 120	12 120
	216	10 000	12 120	18 859
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	34 400	38 849	38 849
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220	34 400	38 849	38 849
Réseau d'électricité	221			
	222	229 500	334 526	334 526
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	242 750	352 859	355 114
				265 947

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	28 000	37 049	35 091
Droits de mutation immobilière	225	250 000	598 151	759 141
Droits sur les carrières et sablières	226	10 000	9 205	9 019
Autres	227		299	
	228	288 000	644 704	803 251
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	8 500	15 087	5 943
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230		33	1 063
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	70 000	156 659	154 244
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	42 402	28 848	19 232
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236	85 000	350 297	238 950
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239		11 135	
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	29 075	56 628	43 552
	242	156 477	446 908	301 734
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	210 756	194 171		194 171	194 171	204 568
Greffe et application de la loi	2	223 483	207 777		207 777	207 777	200 852
Gestion financière et administrative	3	531 746	541 717		541 717	541 717	376 263
Évaluation	4	79 793	80 049		80 049	80 049	84 890
Gestion du personnel	5	10 617	22 729		22 729	22 729	67 549
Autres							
▪ Autres	6.1	356 411	280 627	28 850	309 477	309 477	243 964
	7	1 412 806	1 327 070	28 850	1 355 920	1 355 920	1 178 086
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	564 493	548 599		548 599	548 599	531 616
Sécurité incendie	9	543 570	296 535	48 835	345 370	581 379	582 127
Sécurité civile	10	400	5 597		5 597	5 597	10 948
Autres	11	11 968	11 971		11 971	11 971	11 166
	12	1 120 431	862 702	48 835	911 537	1 147 546	1 135 857
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	1 203 290	1 062 775	467 670	1 530 445	1 530 445	1 618 190
Enlèvement de la neige	14	1 162 657	1 027 177	102 843	1 130 020	1 130 020	1 033 121
Éclairage des rues	15	2 260	2 134		2 134	2 134	2 022
Circulation et stationnement	16	37 295	53 879		53 879	53 879	6 749
Transport collectif							
Transport en commun	17	24 796	23 822		23 822	23 822	21 779
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20						
	21	2 430 298	2 169 787	570 513	2 740 300	2 740 300	2 681 861

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	30 600	26 667		26 667	26 496
Réseau de distribution de l'eau potable	23	37 512	71 565	22 017	93 582	82 887
Traitement des eaux usées	24	20 193	20 148	27 555	47 703	48 523
Réseaux d'égout	25	54 180	68 231		68 231	51 475
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	77 390	87 259		87 259	78 569
Élimination	27	68 415	62 125		62 125	50 076
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	109 205	122 974		122 974	115 741
Tri et conditionnement	29	111 424	130 905		130 905	98 736
Matières organiques						
Collecte et transport	30	142 015	140 146		140 146	144 739
Traitement	31	28 324	23 317		23 317	20 690
Matériaux secs	32	38 207	74 174		74 174	35 634
Autres						
Plan de gestion	34					519
Autres	35					
Cours d'eau	36	3 755	815		815	2 657
Protection de l'environnement	37	286 870	186 127		186 127	135 160
Autres	38	101 050	101 050		101 050	100 053
	39	1 109 140	1 115 503	49 572	1 165 075	991 955
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40					
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	2 500	1 288		1 288	5 040
	43	2 500	1 288		1 288	5 040

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	352 743	375 633	4 657	380 290	380 290	355 222
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	28 051	28 304		28 304	28 304	26 239
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50						
	51	380 794	403 937	4 657	408 594	408 594	381 461
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	242 929	211 946		211 946	211 946	143 935
Patinoires intérieures et extérieures	53	25 015	11 531	5 542	17 073	17 073	16 654
Piscines, plages et ports de plaisance	54	67 652	82 932	9 914	92 846	92 846	61 935
Parcs et terrains de jeux	55	234 393	184 524	35 373	219 897	219 897	216 129
Parcs régionaux	56	7 970	7 946		7 946	7 946	8 227
Expositions et foires	57						
Autres	58	14 325	18 598		18 598	18 598	14 372
	59	592 284	517 477	50 829	568 306	568 306	461 252
Activités culturelles							
Centres communautaires	60						
Bibliothèques	61	107 332	101 077	4 326	105 403	105 403	95 813
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63	10 223	10 856		10 856	10 856	7 349
Autres	64						
	65	117 555	111 933	4 326	116 259	116 259	103 162
	66	709 839	629 410	55 155	684 565	684 565	564 414

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	179 905	93 298		93 298	104 194	91 165
Autres frais	69					291	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71	5 200	6 677		6 677	6 677	4 317
	72	185 105	99 975		99 975	111 162	95 482
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 017 872	757 582 (	757 582)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	91 172	91 172	2 540 159
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	216 883	216 883	55 603
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	15 520	15 520	27 087
Édifices communautaires et récréatifs	14	69 305	69 305	178 647
Améliorations locatives	15		3 114	(38)
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	426 899	534 619	300 205
Ameublement et équipement de bureau	18	2 546	2 546	22 667
Machinerie, outillage et équipement divers	19	35 161	35 161	24 510
Terrains	20	445 841	445 841	671 721
Autres	21			
	22	1 303 327	1 414 161	3 820 561

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	308 055	308 055	2 595 762
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	995 272	1 106 106	1 224 799
	12	1 303 327	1 414 161	3 820 561

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	840 200		68 200	772 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 731 894	28 123	197 568	1 562 449
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 572 094	28 123	265 768	2 334 449
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	2 572 094	28 123	265 768	2 334 449
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	2 572 094	28 123	265 768	2 334 449

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	2 018 900
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	743 098
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 761 998
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	315 549

Endettement net à long terme	14	3 077 547
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	451 148
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	3 528 695
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	3 528 695
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	110 074	113 317	101 718
Évaluation	2	79 793	80 049	84 890
Autres	3	36 064	36 180	36 402
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	4 726	(230 510)	4 920
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	23 796	23 822	21 779
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	525 558	537 198	236 565
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	26 959	27 045	24 776
Autres	21	1 092	1 095	1 169
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	22 078	22 099	21 921
Activités culturelles	23	5 223	5 240	5 732
Réseau d'électricité	24			
	25	835 363	615 535	518 857

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 303 327	3 821 540
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 303 327	3 821 540

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	6,87	37,50	17 420,00	590 022	131 089	721 111
Professionnels	2						
Cols blancs	3	9,07	37,50	22 594,00	520 347	96 427	616 774
Cols bleus	4	13,07	40,00	37 050,00	786 172	172 870	959 042
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	29,01		77 064,00	1 896 541	400 386	2 296 927
Élus	9	7,00			149 451	27 407	176 858
	10	36,01			2 045 992	427 793	2 473 785

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	284 057	73 299	2 137		359 493
	7	284 057	73 299	2 137		359 493

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	15 695	13 342
	4	15 695	13 342
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	34 681	23 839
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	34 681	23 839
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	19 304	16 484
Enlèvement de la neige	11	12 870	10 989
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	32 174	27 473
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	3 246	2 661
Traitement des eaux usées	18	14 179	12 371
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	17 425	15 032
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	99 975	79 686

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Steve Perreault	1.1 Maire	32 618	13 808	13 151	4 399
Nancy Deschênes	1.2 Conseiller	10 624	5 312		
Marcel Ladouceur	1.3 Conseiller	10 947	5 474		
Simon Legault	1.4 Conseiller	10 624	5 312		
Luce Baillargeon	1.5 Conseiller	11 055	5 527		
Luce Baillargeon	1.6 Maire suppléant	1 291	646		
C. Jennifer Pearson-Millar	1.7 Conseiller	10 947	5 474		
Julie Racine	1.8 Conseiller	10 624	5 312		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 1 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 61 371 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 \$

Ligne 9 : Autres charges 11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 \$

Ligne 24 : Libres 20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 \$

Constatés au cours de l'exercice 24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 295 168 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 64 797 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

34

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

35

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

Municipalité régionale de comté des Laurentides

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 123 686 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

- Systèmes de sécurité

46 \$

- Chaussées pavées - entretien préventif

47 \$

- Chaussées pavées - entretien palliatif

48 75 739 \$

- Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

- Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 30 889 \$

- Systèmes de drainage

51 12 774 \$

- Abords de routes

52 7 056 \$

- Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 126 458 \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 126 458 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 2024-06-1232

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-06-04

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-11-426
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-01
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 209
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 66
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-06-04

Nom du signataire : Martin Pelchat

Fonction du signataire : Directeur des finances

Date de transmission au Ministère : 2024-06-17

Date et heure de la dernière modification : 2024-06-07 14:20

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	7 643 705	7 237 120	7 985 235	141 650	8 030 207
Investissement	2	2 168 095	276 344	423 596		423 596
	3	9 811 800	7 513 464	8 408 831	141 650	8 453 803
Charges	4	7 075 986	8 368 785	7 367 254	448 511	7 719 087
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 735 814	(855 321)	1 041 577	(306 861)	734 716
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 168 095)(	276 344)(	423 596)(	)	423 596)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	567 719	(1 131 665)	617 981	(306 861)	311 120
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	719 824	1 017 872	757 582	49 323	806 905
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	215 558)(	265 400)(	265 400)(	368)(	265 768)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	250 391)(	82 928)(	118 396)(	78 490)(	196 886)
Excédent (déficit) accumulé	12	228 084	454 523	686	235 715	236 401
Autres éléments de conciliation	13		7 598	53 711	30 759	84 470
	14	481 959	1 131 665	428 183	236 939	665 122
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 049 678		1 046 164	(69 922)	976 242

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 034 224	1 382 723	1 383 832
Débiteurs	2	3 154 600	2 822 616	2 894 960
Placements de portefeuille	3			
Autres	4			
	5	5 188 824	4 205 339	4 278 792
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	2 283 055	2 018 278	2 333 827
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	2 666 998	1 427 285	1 571 142
	10	4 950 053	3 445 563	3 904 969
Actifs financiers nets (dette nette)	11	238 771	759 776	373 823
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	13 206 350	13 698 383	14 160 941
Autres	13	260 805	289 343	300 440
	14	13 467 155	13 987 726	14 461 381
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 201 008	2 066 071	2 006 762
Excédent de fonctionnement affecté	16	729 892	1 205 652	1 205 652
Réserves financières et fonds réservés	17	399 102	293 418	293 420
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	()	()	1 388
Financement des investissements en cours	19	(560 849)	(511 845)	(511 845)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	10 936 773	11 694 206	11 842 603
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	13 705 926	14 747 502	14 835 204

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice subséquent	1.1	117 500	436 502
▪ Ingénieurs	1.2	1 149	3 139
▪ Projet Nature	1.3	50 000	50 000
▪ CER (RIDR)	1.4	13 122	13 122
▪ Inventaire RINOL	1.5	170	170
▪ Plan stratégique	1.6	30 000	30 000
▪ Archivage	1.7	58 454	50 000
▪ Aqueduc Fraternité	1.8	16 000	14 500
▪ Site internet	1.9		14 000
▪ Projet signalisation	1.10		30 000
▪ Plans directeurs	1.11	42 900	24 793
▪ Kiosque Domaine Roger	1.12	20 000	6 500
▪ Bâtiment Parc riverain	1.13		57 166
▪ Ressource communications	1.14	5 718	
▪ Diagnostic organisationnel	1.15	16 077	
▪ Réparation drain	1.16	11 054	
▪ Ponceaux	1.17	5 250	
▪ Travaux sur boîtes de camion	1.18	25 000	
▪ Projets environnementaux	1.19	47 635	
▪ Travaux hôtel de ville	1.20	400 000	
▪ Coeur Villageois	1.21	150 000	
▪ Stationnement halte municipale	1.22	29 397	
▪ Parc Riverain	1.23	33 136	
▪ Consultant	1.24	15 092	
▪ Fonds entrepreneural	1.25	50 000	
▪ Analyse de données	1.26	8 918	
▪ Matériel informatique	1.27	3 600	
▪ Logiciel	1.28	2 205	
▪ Bâtiment piscine	1.29	30 525	
▪ Renovations bibliothèque	1.30	18 750	
▪ Journal du patrimoine et balado	1.31	4 000	
	2	1 205 652	729 892
Organismes contrôlés et partenariats¹	3		
	4	1 205 652	729 892
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	277 047	390 732
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	370	370
Organismes contrôlés et partenariats	10	3	
Fonds local d'investissement			
	11		

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	16 000	8 000
Autres			
▪	14.1		
	15	293 420	399 102
	16	1 499 072	1 128 994

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 761 998
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	3 528 695

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 562 449	1 731 894
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	772 000	840 200
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	2 334 449	2 572 094

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	5 917 172	6 039 201	6 252 670	6 252 670
Compensations tenant lieu de taxes	13	184 767	178 591	180 451	180 451
Quotes-parts	14				
Transferts	15	271 209	339 201	286 194	290 945
Services rendus	16	270 480	242 750	352 859	355 114
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	809 194	296 500	659 791	659 824
Autres	18	190 883	140 877	253 270	291 203
	19	7 643 705	7 237 120	7 985 235	8 030 207
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	1 929 145	191 344	73 299	73 299
Autres	23	238 950	85 000	350 297	350 297
	24	2 168 095	276 344	423 596	423 596
	25	9 811 800	7 513 464	8 408 831	8 453 803

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	1 412 806	1 327 070	28 850	1 355 920	1 355 920	1 178 086
Sécurité publique							
Police	2	564 493	548 599		548 599	548 599	531 616
Sécurité incendie	3	543 570	296 535	48 835	345 370	581 379	582 127
Autres	4	12 368	17 568		17 568	17 568	22 114
Transport							
Réseau routier	5	2 405 502	2 145 965	570 513	2 716 478	2 716 478	2 660 082
Transport collectif	6	24 796	23 822		23 822	23 822	21 779
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	142 485	186 611	49 572	236 183	236 183	209 381
Matières résiduelles	9	574 980	640 900		640 900	745 537	544 704
Autres	10	391 675	287 992		287 992	287 992	237 870
Santé et bien-être	11	2 500	1 288		1 288	1 288	5 040
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	352 743	375 633	4 657	380 290	380 290	355 222
Promotion et développement économique	13	28 051	28 304		28 304	28 304	26 239
Autres	14						
Loisirs et culture	15	709 839	629 410	55 155	684 565	684 565	564 414
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	185 105	99 975		99 975	111 162	95 482
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	7 350 913	6 609 672	757 582	7 367 254	7 719 087	7 034 156
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 017 872	757 582 (	757 582)			
	21	8 368 785	7 367 254		7 367 254	7 719 087	7 034 156

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Réalisations 2023</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
Revenus d'investissement	1	2 168 095	423 596		423 596
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 821 540)(	1 303 327)(	110 834)(	1 414 161)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () () (
Financement à long terme des activités d'investissement	4	337 000		28 123	28 123
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	250 391	118 396	78 490	196 886
Excédent accumulé	6	838 985	810 339		810 339
	7	(2 395 164)	(374 592)	(4 221)	(378 813)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(227 069)	49 004	(4 221)	44 783

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14